

Table des matières

Sommaire	5
-----------------------	---

Le principe <i>non bis in idem</i> et l'arrêt <i>A et B contre Norvège</i> de la Cour européenne des droits de l'homme du 15 novembre 2016	7
---	---

GEOFFREY NINANE

Section 1. Introduction.....	8
-------------------------------------	---

Section 2. L'interprétation du principe <i>non bis in idem</i> selon la jurisprudence <i>Zolotoukhine</i>	9
--	---

Section 3. Les nuances apportées par l'arrêt <i>A et B c. Norvège</i> du 15 novembre 2016	11
--	----

Section 4. Prémisses quant à la transposition de la jurisprudence <i>A et B c. Norvège</i> en Belgique	16
---	----

Section 5. Conclusion	21
------------------------------------	----

Questions choisies en droit administratif infractionnel : l'ordre d'interrompre des travaux et la mise sous scellés en droit de l'urbanisme	23
--	----

MAXIME CHOMÉ

Section 1. Introduction.....	24
-------------------------------------	----

Section 2. Procédure.....	26
----------------------------------	----

§ 1. Auteur du constat	26
------------------------------	----

§ 2. Visite domiciliaire	29
--------------------------------	----

§ 3. Infraction sauf erreur invincible	33
--	----

§ 4. Ordre d'interrompre.....	34
-------------------------------	----

§ 5. Mise sous scellés.....	34
-----------------------------	----

§ 6. Délai de confirmation.....	36
---------------------------------	----

§ 7. Sanctions pénales.....	37
-----------------------------	----

§ 8. Action comme en référé	43
-----------------------------------	----

§ 9. Intérêt illégitime.....	47
------------------------------	----

§ 10.	Contrôle du juge	49
§ 11.	Garanties et principes généraux.....	50
a)	Droits de la défense/ <i>audi alteram partem</i>	51
b)	Motivation formelle et interne.....	56
c)	Proportionnalité et mise en balance des intérêts.....	57
d)	Impartialité.....	59
e)	Légitime confiance	60
Section 3.	Conclusion	61

Fiscalité régionale et locale : actualités en droit public63

BRUNO LOMBAERT, MATHIEU THOMAS ET MARTIN VRANCKEN

Section 1.	Les impôts régionaux et locaux.....	65
§ 1.	La compétence fiscale : Une autonomie encadrée.....	65
a)	Le principe.....	65
b)	Les limitations par le législateur.....	65
c)	Les contrôles de tutelle.....	78
d)	Le principe de territorialité	80
§ 2.	La mise en œuvre du pouvoir fiscal	81
a)	La procédure d'établissement de l'impôt.....	81
b)	La distinction entre taxe et redevance	82
c)	L'absence d'exigence de motivation formelle	83
d)	Les motifs de taxation.....	84
e)	La définition des éléments constitutifs de l'impôt	84
i)	Les redevables	85
ii)	Les exonérations.....	90
iii)	Le taux	96
f)	Le principe « <i>Non bis in idem</i> » en matière fiscale.....	98
g)	L'application de l'impôt dans le temps	99
h)	Les sanctions.....	101
i)	La réglementation fiscale par référence.....	101
j)	Les règles de publication	103
k)	La procédure fiscale	104
i)	La taxation d'office.....	105
ii)	Les voies de recours	107
§ 3.	Les règles d'égalité et de non-discrimination	109

Section 2. La soumission des intercommunales à l'impôt fédéral sur les revenus : IPM ou ISOC ?	126
§ 1. L'évolution du cadre organique des intercommunales.....	127
a) Le premier temps : le temps des intercommunales dont l'objet social était limité par le législateur.....	127
b) Le second temps : le temps des intercommunales dont l'objet social n'est plus limité par le législateur	130
§ 2. L'évolution de la fiscalité directe des intercommunales.....	134
a) Le premier temps : le temps de l'alignement de principe du régime fiscal des intercommunales sur celui des communes et de la coexistence de deux régimes différents.....	134
b) Le deuxième temps : le temps de la suppression des deux régimes distincts de taxation à l'impôt direct et de la soumission des intercommunales à un impôt des sociétés largement atténué.....	137
c) Le troisième temps : le temps de la soumission automatique des intercommunales à l'impôt des personnes morales	141
d) Le quatrième temps : le temps de la soumission de principe à l'impôt des sociétés	144
§ 3. La loi-programme du 19 décembre 2014 s'inscrit dans la logique des régimes fiscaux antérieurs	147

L'indemnité réparatrice devant le conseil d'État : premiers bilans

149

JÉRÔME SOHIER

Section 1. Première condition : l'existence d'une illégalité.....	151
Section 2. Deuxième condition, l'existence d'un préjudice	160
Section 3. Troisième condition : l'existence d'un lien de causalité	165
Section 4. Quatrième condition : la détermination du préjudice indemnisable : une réparation en équité.....	169
Section 5. Quelles conditions de procédure ?	171